



La salle de réception du lycée Dhuoda était bien remplie lundi soir pour les Etats généraux du rail et de l'intermodalité organisés par la région. JPM

Rail : avant les décisions, place à la parole

Transports

La première réunion des Etats généraux du Rail et de l'Intermodalité a eu lieu lundi à Nîmes à l'initiative de la nouvelle Région.

Plus de 250 personnes, élus, responsables associatifs, citoyens ont pu librement s'exprimer sur l'état des transports et les grands projets régionaux.

«Vous entendre avant de prendre toute décision !» a lancé Jean-Luc Gibelin, vice-président aux transports, aux quelque 250 personnes réunies lundi soir dans la magnifique salle de réception du lycée Dhuoda de Nîmes.

Ce ne sont donc pas des réponses que sont venus apporter Jean-Luc Gibelin et les élus régionaux qui l'entouraient, mais bien des opinions et des questions, des besoins et des priorités qu'ils sont venus chercher lundi soir à Nîmes à la demande de Carole Delga. La nouvelle présidente de la Région Languedoc Roussillon a souhaité en effet au travers d'Etats généraux du Rail et de l'Intermodalité recueillir les attentes de tous les habitants de la nouvelle et grande région. C'était

lundi soir au lycée Dhuoda à Nîmes la première en ex-Languedoc-Roussillon de ces 36 réunions en 80 jours - le temps d'un tour du monde pour Jules Verne, a souligné Jean-Luc Gibelin - qui traverseront toute la région. Une première qui a montré que l'initiative répond à un besoin : celui de nombreux Nîmois(es) de s'exprimer. C'est ce qu'ont en effet pu faire tout à fait librement de nombreux élus locaux présents dans l'établissement nîmois. Une parole qu'ont utilisée également de nombreux responsables associatifs, de divers comités de défense du rail ou de refus de gares nouvelles, et en particulier celle de la Mogère. Quelques uns de ses opposants avaient fait le déplacement jusque dans la capitale gardoise... où le problème de réalisation d'une gare nouvelle sur le contournement Nîmes Montpellier se pose de manière identique. Avec le même sentiment de gaspillage de l'argent public, d'espaces agricoles et de temps. Celui qui de-

vront prendre les usagers des TGV s'ils doivent en effet se rendre du centre de Nîmes à ces gares baptisées «betteraves» pour y monter dans leur train.

«On n'y comprend rien !» a par ailleurs lancé à l'intention des élus l'un des participants. Cette réunion a également montré en effet un énorme besoin d'information du grand public car les échanges entre élus méritaient parfois un décodeur et de nombreux rappels historiques. Organisée autour de cinq thèmes, la discussion a néanmoins permis d'aborder tous les problèmes des «trains du quotidien» sur lesquels la région entend mettre l'accent mais aussi des «trains du territoire» comme le Cévenol dont la disparition semble programmée par la SNCF. Mais c'est bien sûr la gare TGV de Manduel qui a occupé largement les échanges, un sujet transversal en quelque sorte puisque on ne peut évoquer la construction éventuelle de cette gare sans parler prolongement de la ligne TGV

jusqu'en Espagne, de l'organisation des TER en région, de l'entretien du réseau secondaire. Des idées ont également été émises comme celle d'utiliser les trains du patrimoine stationnés au dépôt des machines de Nîmes pour créer des trains touristiques pouvant transporter des visiteurs jusqu'à 500 mètres du Pont du Gard. Un train, c'est un outil de transport, mais aussi de développement économique ont rappelé plusieurs intervenants, dont Jean-Luc Gibelin qui a promis pour le mois d'octobre la restitution de ces échanges qui se poursuivront jusqu'en juillet et invité ceux qui n'avaient pu parler à donner leur avis par internet.

Après seulement les décisions seront annoncées. Elles sont attendues. En particulier, celle de la participation - ou non - au financement de la construction de la gare nouvelle de Manduel. Elle aura des conséquences sur la vie quotidienne de milliers d'habitants de la nouvelle grande région. JPM

DONNER SON AVIS

Pour recueillir l'avis des habitants sur le rail et l'intermodalité, la Région a lancé, outre les réunions des Etats Généraux, un questionnaire diffusé dans les gares et accessible sur Internet : regionlrmp.fr/rail De son côté la fédération du PCF

du Gard diffuse actuellement une pétition pour le maintien de la gare TGV en centre ville de Nîmes et donc contre la réalisation d'une gare nouvelle à Manduel. Le chantier en cours ne comporte pas la construction de la gare, rappellent les communistes,

uniquement la ligne TGV nouvelle. A partir du 1 janvier 2018, elle sera ouverte au trains de fret et la capacité de la gare de Nîmes centre est assurée pour plusieurs décennies. Pour signer la pétition en ligne : garetgvaucœurdelaville.blogspot.fr